

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 76.004 du 29 septembre 1998

A.71.863/VIII-427
(anciennement VI-13.534)

En cause : **GUILLAUME** Marc,
rue Modeste Rigo 9
4350 Pousset,

contre :

la Communauté française,
représentée par son Gouvernement,
ayant élu domicile chez
Me François-Jean MASQUELIN, avocat,
chaussée de La Hulpe 187
1050 Bruxelles.

LE CONSEIL D'ETAT, VIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 30 octobre 1996 par
Marc GUILLAUME, qui demande l'annulation de :

- la décision ministérielle du 22 août 1996 par laquelle
Nathalie DIVES est désignée afin d'exercer jusqu'au 31
décembre 1996 la fonction de maître-assistant à
l'Institut supérieur industriel de Huy-Gembloux-
Verviers;
- la décision implicite refusant de désigner le
requérant à la même fonction;

Vu l'arrêt n° 71.221 rendu par le Conseil d'Etat le
27 janvier 1998;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'à la suite d'une erreur matérielle, l'arrêt précité n° 71.221 du 27 janvier 1998 porte un double dispositif; qu'il convient de le rectifier,

D E C I D E :

Article unique.

Il y a lieu de lire le dispositif de l'arrêt n° 71.221 du 27 janvier 1998 de la manière suivante :

" Article 1^{er}.

Sont annulées :

- 1) la décision ministérielle du 22 août 1996 par laquelle Nathalie DIVES est désignée afin d'exercer jusqu'au 31 décembre 1996 la fonction de maître-assistant à l'Institut supérieur industriel de Huy-Gembloux-Verviers;
- 2) la décision implicite refusant de désigner Marc GUILLAUME à la même fonction.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 4.000 francs, sont mis à charge de la partie adverse".

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-neuf septembre 1900 nonante-huit par :

M.	HANOTIAU,	président de chambre,
Mme	DAURMONT,	conseiller d'Etat,
Mme	GEHLEN,	conseiller d'Etat,
Mme	HONDERMARCQ,	greffier.

Le Greffier,

Le Président,

M.-Cl. HONDERMARCQ.

M. HANOTIAU.